

La colonie de Détroit connaît par la suite une évolution très lente. En 1710, on y dénombre «outre 29 canadiens, onze familles, dont six d'agriculteurs». En 1751, la population ne dépasse pas 600 habitants. «Petite capitale» des Pays d'en haut, elle n'en demeure pas moins une étape importante sur la route du Mississippi. Au milieu du XVIII^e siècle, les autorités coloniales voient d'ailleurs en elle un élément vital du système de défense de l'Empire français nord-américain. Pour assurer la protection de ce «colosse aux

pieds d'argile», le gouverneur Roland-Michel Barrin de La Galissonnière reconnaît l'urgence d'établir une ceinture d'avant-postes sur l'Ohio et d'en assurer les arrières par l'amélioration des forts Niagara et Détroit. Passant rapidement à l'action, il encourage les habitants de la vallée du Saint-Laurent à s'établir au Détroit dont il compte augmenter la population à 1 000 personnes.

«Cette proclamation fut renouvelée par M. de la Jonquière, le 2 janvier 1750, avec ces variantes : l'on n'admettait que des habitants terriens et de bonnes moeurs; les fournitures gratuites étaient accrues d'un fusil, d'une faux et une faucille, d'une truie, de six poules, un coq, six livres de poudre et douze de plomb. L'émigrant devait être nourri avec sa famille pendant dix-huit mois; on lui avançait une vache et un boeuf. Enfin on promettait d'entretenir à Détroit, aux frais du roi, un charpentier qui aidât et dirigeât les habitants dans la construction de leurs maisons, et on ne devait payer le cens des terres que trois ans après la prise de possession.» (Archives)

«On y envoya ainsi, en 1749, 46 personnes, tant hommes que femmes et enfants; puis, en 1750, 12 familles, composées de 57 personnes, y passèrent avec M. de Celoron; en 1751 nous savons qu'il fut accordé 17 concessions de terre, et 23 autres en 1752. Il y avait à la même époque 25 soldats congédiés établis dans le pays; mais un rapport de cette dernière année nous apprend «qu'il ne sera pas possible d'y envoyer de nouvelles familles l'année suivante, à cause de l'état fâcheux des approvisionnements.» Une lettre de M. de Vaudreuil du 30 octobre 1755, contient le passage suivant : «. . . . Vous êtes informé sans doute, monseigneur, de l'excellence des terres du Détroit, ce poste est considérable, il est bien peuplé, mais on pourrait aisément y placer trois fois plus de familles. Le malheur est que nous n'avons point assez de monde dans la colonie. Je prendrai des arrangements pour y favoriser l'établissement de deux soeurs de la congrégation, pour l'éducation des enfants, *sans qu'il en coûte un sou au roi*».

«Un fait assez remarquable, signalé dans le rapport de 1750, c'est qu'on ne peut engager pour Détroit que des habitants du gouvernement de Montréal, les autres ne veulent point sortir; notons en passant que ceci nous montre combien et comment diminuaient progressivement au Canada, surtout dans le bas du fleuve, les habitudes des voyages de l'ouest et de la recherche des pelleteries.»

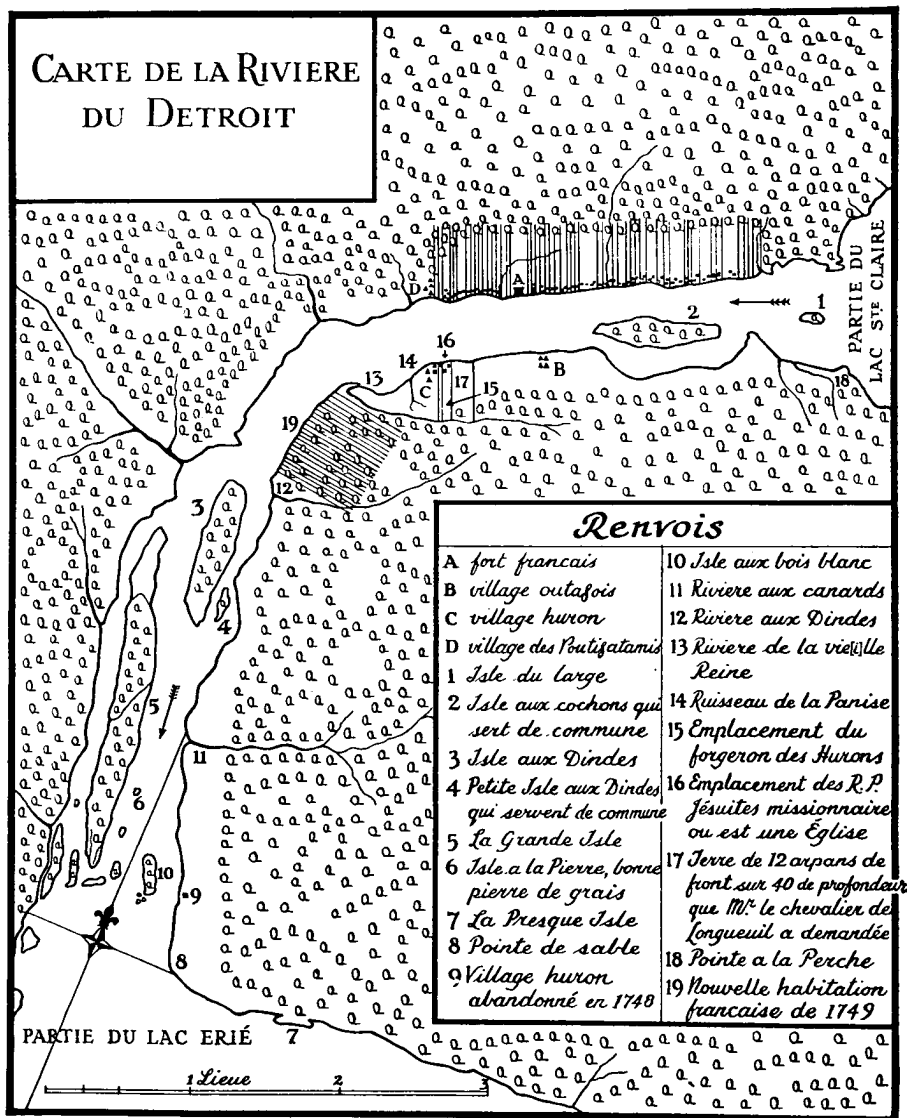
Rameau, E. *La France aux colonies. Études sur le développement de la race française hors de l'Europe. Les Français en Amérique. Acadiens et Canadiens*. Paris, A. Souly, 1859. p. 301-302, note 8.

Peu de gens répondent alors à ces appels répétés du gouverneur et de ses successeurs. Néanmoins, à la même époque, de modestes efforts de colonisation sont tentés sur l'actuelle rive ontarienne de la rivière Détroit. En 1749, une vingtaine de colons s'établissent entre la Rivière-de-la-Vieille-Reine ou Rivière-à-Gervais et la Rivière-aux-Dindes. D'autres viennent par la suite sur cette «Petite côte» et sur les terres du chevalier de Longueuil sises tout juste en face du poste militaire de Détroit, au point où en 1760,

la zone de peuplement de la rive sud et est de la rivière Détroit s'étend sur une longueur de près de dix kilomètres.

Détroit ne constitue cependant qu'un maillon du système de défense de la France en Amérique du Nord. Depuis la paix d'Utrecht (1713), les autorités métropolitaines et coloniales multiplient les efforts en vue de doter la colonie d'un réseau d'avant-postes destinés à faire échec à la concurrence commerciale des marchands anglais et à assurer la protection militaire de la colonie. Conscient de la nécessité de renforcer le flanc

L'établissement du Détroit au milieu du XVIII^e siècle selon une carte de Chaussegros de Léry fils datée de 1749.



Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» n° 4, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960.

sud-ouest de la Nouvelle-France, le gouverneur Vaudreuil établit au début du XVIII^e siècle trois comptoirs commerciaux, l'un près du portage de Niagara et les deux autres à Toronto et Quinté. Il meurt peu après (1725), avant qu'on entreprenne de donner suite à son projet de construction d'une muraille de pierre au vieux fort Niagara.

À l'époque de la paix armée (1748-1756), un autre gouverneur, de La Galissonnière, reprenant à son compte la même stratégie, tâche de fermer la ligne frontière particulièrement mal protégée du

Haut-Saint-Laurent en établissant, à mi-chemin entre Montréal et Cataracoui, le fort de la Présentation (aujourd'hui Ogdensburgh, New York). Puis, il fait ériger un autre poste sur la rive nord du lac Ontario – sur l'emplacement actuel de Toronto – qu'il nomme fort Rouillé en l'honneur du ministre de la Marine, Antoine-Louis de Jouy de Rouillé. Avant d'être rappelé en France, il a aussi le temps de faire construire, sur la rive occidentale du lac Michigan, le fort de la baie des Puants (de nos jours, Green Bay, Wisconsin).

Sur le gouverneur Vaudreuil, lire la biographie bien documentée de :

Zoltvany, Yves F. «Rigaud de Vaudreuil, Philippe de» dans *DBC*, vol. 2. p. 591-601.

À propos de Roland-Michel Barrin de La Galissonnière, voir :

Lamontagne, Roland. *La Galissonnière et le Canada*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1962. p. 15-68.

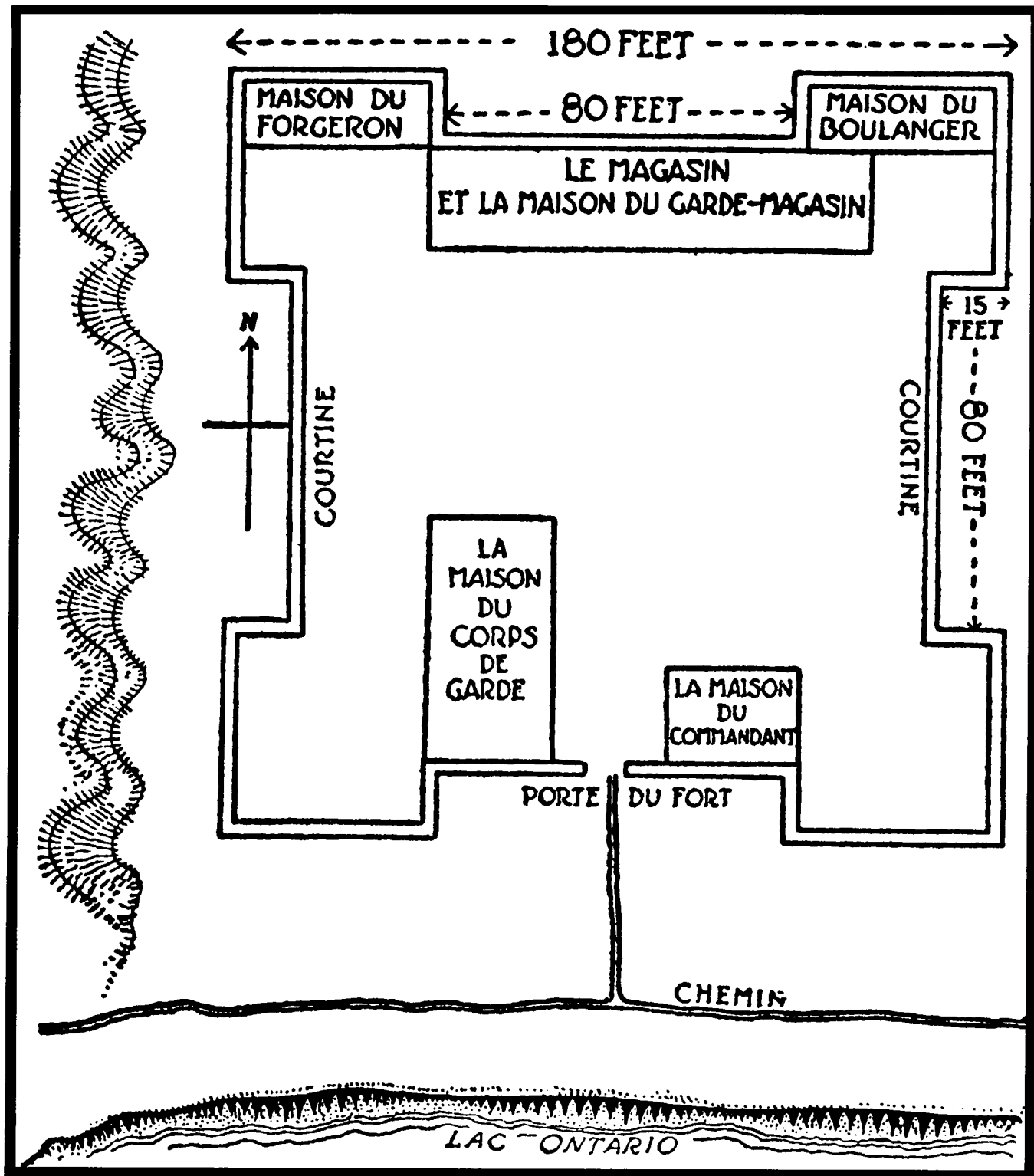
Notes historiques sur le fort Rouillé.

«French fort on the site of Toronto, built 1749 by Chevalier de Portneuf by order of De la Jonquière, and named after Rouillé, Minister of Marine, at Paris. It was built of oak logs, to control the fur trade from the north and to command the portage from lake Ontario to Georgian Bay. It is included in Bougainville's list 1757 who calls it Toronto and says that it was built to prevent the northern Indians from trading at Choueguen (Oswego), "a little fort of palisades to sell eau-de-vie to Indians for purpose of counterbalancing the commerce which they would have at Choueguen (Oswego)". He also names it fort St. Victor, a King's Post.

«The fort was deserted in 1759 and soon occupied by the British. A settlement was made around the fort and was called "Muddy York" in 1793. The fort and settlement were probably abandoned for a few years after the cession of Canada until the arrival of U.E. Loyalists from the United States in 1784 who changed the name to York. It was incorporated as Toronto in 1834.»

Voorkis, Ernest. *Historic Forts and Trading Posts of the French Regime and of the English Fur Trading Companies*. Ottawa, Department of the Interior, 1930. p. 126.

À partir de documents d'archives, P.J. Robinson s'est appliqué à tracer le plan suivant du fort Rouillé (1750-1759) .



Robinson, Percy J. *Toronto During the French Regime. A History of the Toronto Region from Brûlé to Simcoe, 1615-1793*. Coll. «The Canadian Historical Studies», Toronto, The Ryerson Press, 1933. p. 115.

Au début de la guerre de la Conquête (1756-1760), la France possède donc cinq forts pour assurer la défense de ce qui aujourd'hui correspond à la frontière sud de l'Ontario : au sud-ouest, Détroit; à l'ouest du lac Ontario, Niagara; sur sa rive nord, Rouillé ou «de Toronteaux» et Frontenac; et le long du mince filet du Haut-Saint-Laurent, La Présentation. Mais dès le début des hostilités, les attaques des armées anglaises mettent en évidence les faiblesses de cette ceinture de protection qui couvre une zone frontalière de plus de 750 kilomètres. Pour un temps, Montcalm réussit à conserver à la France la route militaire du lac Ontario en portant le combat, à l'été 1756, dans

les colonies américaines. Mais deux ans plus tard, elle s'effondre comme d'ailleurs tout le système de défense de l'empire français nord-américain.

Après la défaite, états-majors, hommes de troupes et administrateurs coloniaux rentrent en France. Seuls restent pour témoigner des deux siècles d'aventure coloniale française en terre américaine quelques dizaines de milliers d'habitants concentrés surtout le long de l'axe Montréal-Québec, les membres du clergé diocésain et des communautés religieuses qui continuent, comme par le passé, à oeuvrer dans les domaines apostolique et social.

La défaite des armées françaises en Amérique du Nord.

«Malgré la bataille de Carillon [1758], l'immense plan de campagne des Anglais va réussir.

«(. . .) sur le front du lac Ontario, les Anglais exécutent une poussée victorieuse : le 16 août 1758, à la grande surprise des Français, Bradstreet se présente avec 3 000 hommes devant le fort Frontenac, qui capitule le lendemain; les Anglais y recueillent un butin immense. Le petit fort de La Présentation, qui gardait les rapides en aval, tombe bientôt après; enfin, le 24 novembre, Forbes entre dans ce fort Duquesne qui jusque-là bloquait l'issue sur l'Ohio : le commandant français venait de s'en retirer, après l'avoir fait sauter.

«Les positions essentielles avaient donc cédé sur les Grands Lacs, où il ne restait plus que le fort Niagara, d'ailleurs coupé de tout secours; la porte du Saint-Laurent était aux Anglais.

[1759]

«(. . .) dans le haut Saint-Laurent, Lévis érige aussi un petit fort, à l'île aux Galops (plus bas que la Présentation) (. . .).

[1760]

«C'est une flotte anglaise qui paraît sur le fleuve, au mois de mai. Elle fait partie d'un vaste plan qui devait enfin écraser la résistance française; une triple invasion, forte de 18 000 hommes, allait converger sur Montréal : Murray, en remontant le fleuve; Haviland, par le Richelieu; Amherst, en descendant du lac Ontario.

«La marche de ces trois armées fut lente, mais sûre; elle ne rencontra, du reste, que bien peu d'opposition. Pendant que Murray poursuit son avance en amont du fleuve sans avoir à combattre, les forces françaises du Richelieu (Ile-aux-Noix, Saint-Jean et Chambly) et celles du haut Saint-Laurent cèdent facilement, à la fin d'août. Les trois armées anglaises se rejoignent devant Montréal, au début de septembre; le 8, le gouverneur Vaudreuil signe la capitulation générale du pays.»

Cornell, Paul G., Jean Hamelin, Fernand Ouellet et Marcel Trudel. *Canada. Unité et Diversité*. Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 1968. p. 114-115.

Apostolat missionnaire

« Le commerce, c'est bien connu, suit le drapeau. Mais le drapeau ne cesse d'accompagner le commerce. » De même, pourrait-on ajouter, la croix est présente au comptoir et dans le fort, car dans ce processus d'expansion vers l'ouest de l'empire français d'Amérique, l'Église joue un rôle de premier plan et ses missionnaires marchent souvent à l'avant-garde. Plusieurs d'entre eux,

notamment les jésuites Marquette, Silvy, Aulneau et les sulpiciens Bréhant de Galinée et Dollier de Casson, pour n'en nommer que quelques-uns, prennent part aux expéditions des explorateurs. Ils y assument d'abord la charge d'aumônier. Mais ils sont surtout présents pour évangéliser et porter le message de la foi chrétienne aux tribus indigènes des nouvelles contrées. À ce chapitre

Les frontières de la Huronie.

«Par le mot du païs des Hurons, se doit entendre à proprement parler, vne certaine petite portion de terre dans l'Amérique Septentrionale, qui en longueur d'Orient à l'Occident, n'as pas plus de 20. ou 25. lieuës. et en largeur du Septentrion au Midy, n'est pas en plusieurs endroits considerable, et en pas vn ne passe sept ou huict lieuës. Son esleuation dans le coeur du païs, s'est trouuée de quarante-cinq et demy. (. . .)

«Quant à sa longitude, on ne l'a pû encore establir selon les Regles de Geographie, pour ne s'estre appliqué par accord en France et icy, à l'exacte obseruation des eclyses. On attend la response des obseruations qui en ont esté faictes l'année derniere, et cependant nous nous figurons estre esloignez de France d'environ treize cent lieuës, tirant de la France à nous en droite ligne vers l'Occident, sous vn mesme parallèle d'esleuation; et de Quebec, la principale demeure de nos François en la nouvelle France, de deux cent lieuës, quoy qu'on en fasse d'ordinaire plus de trois cent pour arriuer de là icy, à raison des détours qu'il faut prendre, pour eüter la rencontre des ennemis de ces peuples.

«Dans cette petite estenduë de terre, située à l'Est quart de Suest d'vn grand lac appellé par quelques-vns Mer douce, se trouuent quatre Nations, ou plustost quatre diuers amas ou assemblages de quelques souches de familles par ensemble, qui toutes ayant communauté de langue, d'ennemis et de quelques autres interests (. . .).»

«Relation de l'employ des Pères de la Compagnie de IÉSUS. Qui sont aux Hurons, Pais de la Nouvelle-France. Depuis le mois de Iuin 1638 iusques au mois de Iuin 1639» dans *Relations des Jésuites. 1637-1641* (. . .), tome 2. Montréal, Éditions du jour, 1973. p. 50.

On trouvera des représentations cartographiques simplifiées de la région dans :

Kerr, D.G. *Atlas historique du Canada. Édition métrique*. Don Mills, Éditions Nelson Ltée, 1979. p. 16.

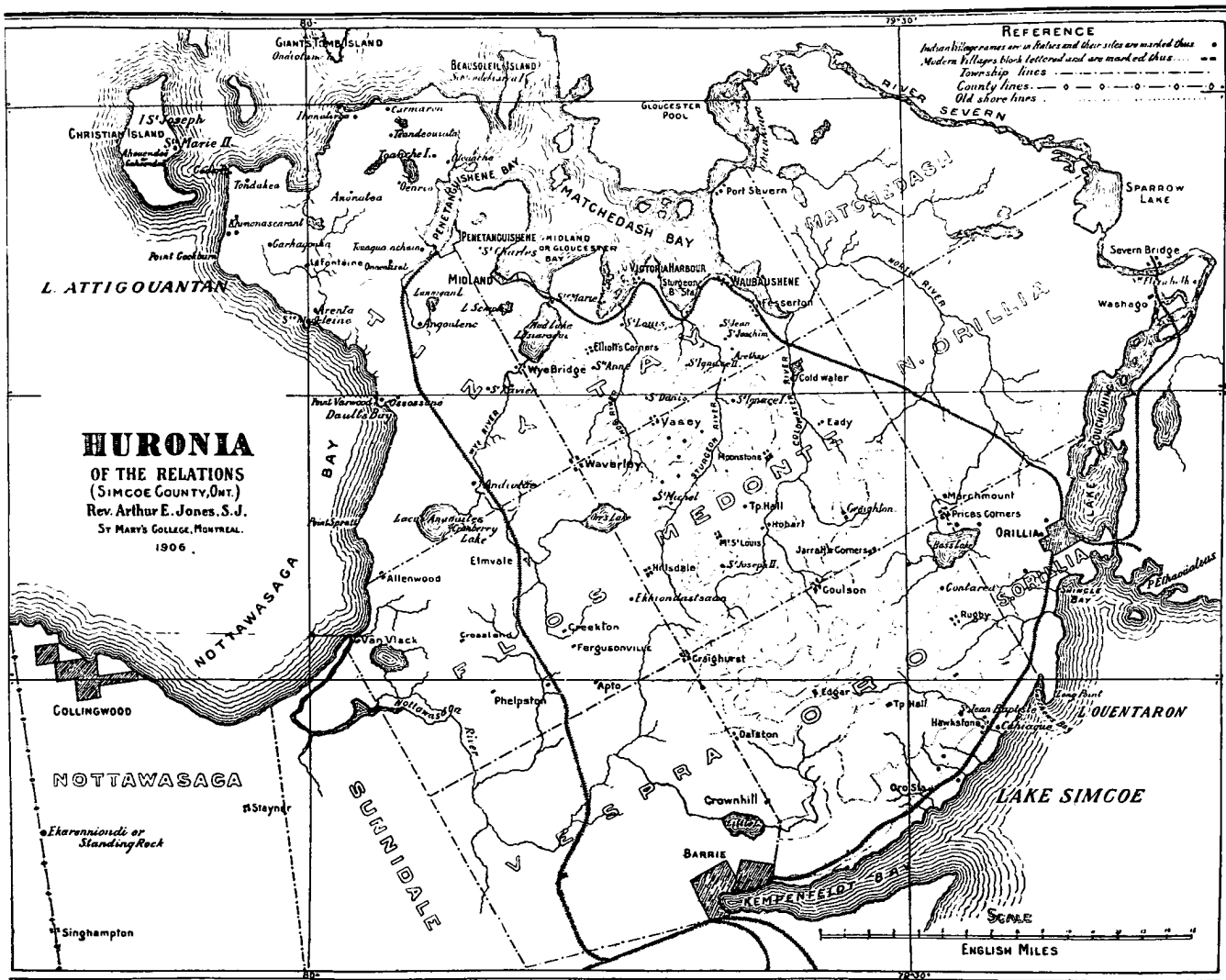
Soeur Mary Margarita. *Sainte-Marie-on-the-Wye. A project in Early Christian Civilization in the Heart of the North American Wilderness*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse M.A., 1956. p. 14.

d'ailleurs, l'État voit en eux de précieux intermédiaires entre la civilisation européenne et le monde «primitif» de l'Amérindien et d'utiles instruments de sa politique coloniale.

L'aventure missionnaire française en sol ontarien remonte aux origines mêmes de la Nouvelle-France. Québec n'est encore qu'un poste fragile

– l'unique point d'ailleurs de la vallée laurentienne où les Français se soient établis – lorsqu'en 1615, Champlain décide de se rendre lui-même au pays des Hurons et de s'y faire précéder par le récollet Joseph Le Caron. Probablement le premier missionnaire français à séjourner en terre ontarienne, celui-ci demeure en Huronie pendant une dizaine de mois, loin de tout et isolé, et rentre à Québec au début de l'été suivant.

La carte suivante, tirée des *Relations*, présente la Huronie.



Desjardins, Paul. *La Résidence de Sainte-Marie-aux-Hurons*. Coll. «Documents historiques» n° 48, Sudbury, SHNO, 1966. p. 5.

Après sept années d'absence, les missionnaires reviennent à ce champ d'apostolat et y assurent une présence quasi continue jusqu'à la prise de Québec par les Kirke (1629). En 1623, le Père Le Caron revient en Huronie accompagné de deux confrères, le Père Nicolas Viel et le Frère Gabriel Sagard. Sagard et Le Caron quittent la Huronie en 1624 suivis, l'année suivante, de Viel. En 1625, les jésuites Jean de Brébeuf et Anne de Nouë et le récollet Joseph de La Roche Daillon prennent la relève. Ceux-ci rentrent respectivement à Québec en 1627 et 1628 tandis

que leur collègue Brébeuf n'y retourne qu'après la prise de la ville.

Après la rétrocession de la vallée laurentienne à la France par le traité de Saint-Germain-en-Laye (1632), Champlain revient à Québec. Trois jésuites, les Pères Brébeuf, Daniel et Davost, l'accompagnent et s'embarquent, dès 1633, en direction de la Huronie dans le but d'y reprendre le travail d'évangélisation. En 1637, la Compagnie de Jésus y établit deux résidences : Saint-Joseph et La Conception. Très tôt

On trouvera dans le premier volume du *Dictionnaire biographique du Canada* de courtes biographies de chacun de ces évangélisateurs.

Latourelle, René. «Brébeuf, Jean de». p. 124-129.

Gingras, Frédéric. «La Roche Daillon, Joseph de». p. 432.

———. «Le Caron, Joseph». p. 448-449.

Monet, Jacques. «Nouë, Anne de». p. 532.

Rioux, Jean de la Croix. «Sagard, Gabriel». p. 604-605.

Sur cette première expérience missionnaire en Huronie, voir aussi :

Sagard, Gabriel. *Le grand voyage du pays des Hurons*. Présenté par Marcel Trudel, Coll. «Cahiers du Québec» n° 27, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1976. 268 p. Cet ouvrage demeure précieux pour qui s'intéresse aux moeurs des tribus huronnes et à l'action des récollets dans cette partie de la Nouvelle-France au début du XVIII^e siècle.

L'établissement de Sainte-Marie-aux-Hurons.

«Aussi longtemps que la Mission ne compta qu'une seule résidence et que son personnel religieux et laïque, peu nombreux, limita son activité, faute d'une connaissance suffisante de la langue, à une portion restreinte du territoire huron, la difficulté de l'organisation matérielle, toute pénible qu'elle fût, restait encore tolérable. À partir de 1637, toutefois, avec l'établissement de résidences à Ossossané et à Téanaustayaé, cet état de choses a changé. Le nombre des missionnaires s'est accru, sans doute; leur activité s'étend plus avant dans le pays et commence à donner, au milieu de pénibles expériences, d'encourageants résultats. Mais cet accroissement même et ce progrès alourdissent encore davantage la tâche de l'organisation matérielle. Même avec le renfort amené par le Père Jérôme Lalemant, à l'été de 1638, et qui porte leur nombre à douze, les auxiliaires laïques suffisent à peine à l'entretien des deux postes résidentiels et aux autres besognes qui leur incombent. Le plus grave problème est celui du ravitaillement. Pour la nourriture, tous se contentent du frugal menu que fournit le pays; encore leur faut-il troquer les aliments contre des marchandises européennes. «Nous ne vivons, écrit le Père Lalemant, que de ce qu'eux-mêmes (les indigènes), nous vendent et nous viennent apporter dans notre maison . . .» Mais ces marchandises d'échange et tous les autres objets indispensables au saint ministère et à l'entretien du personnel, doivent être apportés de Québec, avec tous les risques de perte que comporte cette longue navigation.

«Pour remédier à une telle situation et assurer à la Mission une relative indépendance économique, en même temps qu'un allègement de ses charges financières, la pensée germa d'abandonner provisoirement le système des résidences dans les bourgades, et de concentrer toutes les énergies et toutes les ressources

cependant, le ravitaillement et l'organisation matérielle de ces missions posent des difficultés. C'est pourquoi, dès le début de son supériorat (1639), le Père Jérôme Lalemant décide de centraliser les opérations et fait entreprendre à cette fin la construction de la «Résidence centrale de Sainte-Marie-aux-Hurons».

Quatre ans plus tard, la nouvelle mission offre l'aspect d'une véritable «habitation» comprenant un quartier réservé aux Français, un double enclos pour les indigènes et des espaces pour l'agriculture. Pendant dix ans, le hameau de

Sainte-Marie sert de base d'opérations aux missionnaires jésuites en poste dans les bourgades indigènes de la région. Centre de ravitaillement, Sainte-Marie-aux-Hurons se présente aussi comme un refuge où sont dispensés les soins hospitaliers et où sont offerts aux missionnaires, voyageurs et indigènes le gîte et les vivres, notamment en périodes de famine. Elle est en outre un foyer intense d'activité religieuse et devient même le premier centre de pèlerinage d'Amérique du Nord.

sur l'organisation d'un poste central, qui serait à la fois, un peu sur le modèle de Notre-Dame-des-Anges près de Québec, une entreprise agricole et une maison d'accueil et de repos, de refuge au besoin. Le projet s'imposait d'autant plus à l'attention, que le temps approchait où le bourg d'Ossossané allait changer de site. De fait, le transfert s'opéra au cours de l'été de 1640, entraînant l'abandon de la petite chapelle inaugurée un an et demi plus tôt, en décembre 1638.

«Le choix de la place où s'établir à demeure ne fut pas long à déterminer. Après six ans de séjour dans le pays, les plus anciens des missionnaires et des auxiliaires laïques l'avaient assez bien exploré en tous sens, pour n'avoir pas à hésiter longtemps sur le site qui répondit le mieux aux conditions jugées essentielles: facilité d'accès pour les canots montant de Québec, proximité relative des bourgades et commodité de s'y rendre par voie d'eau, fertilité du sol et possibilité de culture, ce qui, avec les années, dispenserait d'avoir à compter sur les indigènes pour le ravitaillement en blé d'Inde et autres provisions de bouche. Les yeux s'arrêtèrent sur un coin de terre situé à moins de trois lieues au nord-est d'Ossossané, à un peu plus de quatre au nord-ouest de Téanaustayaé, et qui, sans être trop éloigné de ces deux bourgs importants, donnait accès vers de nombreuses bourgades non encore évangélisées.»

Desjardins, Paul. *La résidence de Sainte-Marie-aux-Hurons*. Coll. «Documents historiques» n° 48, Sudbury, SHNO, 1966. p. 9-11.

Sainte-Marie-aux-Hurons, centre missionnaire.

«Cette maison de sainte Marie ne porte pas seulement la qualité de Residence, mais encore de Mission, comme ayant quatre bourgs dependans du soin et de la culture de ceux qui y font leur demeure. Ces quatre bourgs sont sainte Anne, S. Louys, S. Denys, et S. Jean, le nombre des âmes peut arriuer à quatorze cens.»

«Relation de ce qui s'est passé en la mission des Hurons depuis le mois de Juin de l'an 1639 iusques au mois de Juin de l'année 1640» dans *Relations des Jésuites, 1637-1641*. Tome 2. Montréal, Éditions du jour, 1973. p. 70.

À compter de 1648 le tableau s'assombrit alors que les Iroquois déclenchent une vaste offensive contre la Huronie. En juin 1649, après avoir dévasté le pays, tué des missionnaires et massacré les habitants, ils se portent finalement à l'attaque de la résidence de Sainte-Marie, détruisant tout par le feu et forçant habitants et missionnaires à fuir. Peu de temps après, ceux-ci trouvent refuge dans une bourgade huronne, située sur l'île Saint-Joseph, et tentent, mais en vain, d'établir une nouvelle mission. En 1650,

ils rentrent à Québec, après avoir vu détruire le travail de vingt-cinq années d'apostolat.

Ce premier échec impose un temps d'arrêt au travail missionnaire en terre ontarienne. Après 1660, les jésuites se remettent à l'oeuvre et tâchent de porter le message évangélique aux néophytes dispersés de l'ancienne Huronie. Désireux de renouer contact avec ces chrétiens, le Père Claude Allouez leur rend visite, en 1667, à la décharge du lac Nipigon.

On tirera profit de la lecture du compte rendu du Père Paul Ragueneau, s.j., «sur le transport de la maison de Sainte-Marie dans l'île S. Joseph». Préparé à Québec et daté du 1^{er} septembre 1650, le texte paraît dans la :

«Relation de ce qui s'est passé en la mission de Pères de la Compagnie de IESUS aux Hurons, et aux pays plus bas de la Nouvelle-France, ès années 1649. Et 1650» dans *Relations des Jésuites, 1647-1655*. Tome 3. Montréal. Éditions du jour, 1972. p. 3.

Sur la première expérience missionnaire en terre ontarienne, la littérature abonde. En plus des ouvrages et articles cités précédemment, on pourra consulter :

Cadieux, Lorenzo. *Gloires ontariennes. I. Saints Jean de Brébeuf et Gabriel Lalemant*. Coll. «Documents historiques» n° 14, Sudbury, SHNO. 1948. 48 p.

_____. *Gloires ontariennes. II. Saints Antoine Daniel, Charles Garnier et Noël Chabanel*. Coll. «Documents historiques» n° 15, Sudbury, SHNO. 1948. 48 p.

Devine, Edward. *Le Fort Sainte-Marie, résidence des missionnaires et des martyrs jésuites au Canada*. Fort Sainte-Marie, Sanctuaire des bienheureux martyrs canadiens, 1926. 59 p.

Fox, Sherwood. «Saint-Ignace, autel consacré par le martyr.» Texte traduit de l'anglais par Guy Courteau, dans *St-Ignace. Welland*. Coll. «Documents historiques» n° 70, Sudbury, SHNO, 1946. p. 7-26.

LeBlanc, Peter-G. «Indian Missionary Contact in Huronia, 1615-1649». *Ontario History*, 40 (1968) : 133-146.

Trigger, Bruce G. «The French Presence in Huronia : The Structure of France-Huron Relations in the First Half of the XVIIth Century». *Canadian Historical Review*, 49 (1968) : 107-141.

On peut, grâce aux travaux de reconstruction dont elle a récemment été l'objet, visiter la résidence de Sainte-Marie-aux-Hurons et marcher sur les traces de ceux qui y ont vécu il y a trois siècles. Le département des publications du site historique de Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons fait régulièrement paraître des brochures, illustrations et autres outils pédagogiques dont on trouvera la liste dans :

Sainte-Marie among the Hurons. Catalogue, Publications and Audio-Visual Aids. Avril 1977.

En outre, on pourra consulter les articles de Monique Duval parus dans *Le Soleil* de Québec le 19 mai 1971 et les 13, 14 et 15 juin 1973.

Toutefois, il ne semble pas que des centres missionnaires permanents aient été établis au nord du lac Supérieur durant le Régime français. Les jésuites opèrent plutôt à partir de Michillimakinac, au nord de l'actuel état du Michigan, et l'un d'eux y tient d'ailleurs le rôle de grand-vicaire de l'évêque de Québec pour les Pays d'en haut. Par contre, ils sont aussi amenés à exercer leur apostolat dans le sud de l'Ontario actuel, notamment le long du lac Ontario et dans la région du Détroit.

Ainsi, dès le début des années 1680, les jésuites prennent la relève des sulpiciens qui depuis 1669 travaillent à partir de leur mission de Quinté, à la conversion des bandes iroquoises. Mal préparés à affronter les défis de l'aventure missionnaire et «court-circuités» en quelque sorte par la présence des récollets au fort Frontenac, les sulpiciens quittent la rive nord du lac Ontario. Un demi-siècle plus tard, ils reviennent cependant sur le sol ontarien. En 1728, ils sont au poste de La Galette (aujourd'hui Prescott). En 1749, on les retrouve aussi au fort de La Présentation (Ogdensburgh, New York).

Voyage du Père Claude Allouez, s.j. chez les Népissingues du lac Nipigon.

«The reason for Allouez' journey of 1667 was to re-establish contact with another Georgian Bay tribe, the Nipissings, who had also fled before the fierce Iroquois onslaught and taken refuge in the Lake Nipigon area. Father Allouez knew that there were Christians among the Nipissings, for Father Claude Pijart and other Jesuit companions of Brébeuf and the Huronia missionaries had spent nine years, 1641-1650, evangelizing them. And since these Christian Nipissings had not seen a priest for seventeen years Allouez knew they would surely welcome a visit from him.

«The missionary recounts the story of his trip to Lake Nipigon in his journal, extracts from which were embodied in the Relations for 1666-1667. He left Chequamegon Bay on May 5th, skirted the Minnesota shore of Lake Superior, passed by Isle Royale, and arrived at the mouth of the Nipigon River on May 25th. After a difficult trip up the half-frozen stream, over numerous portages, he came to a small bay where Lake Alimibegong, as he calls it, has its outflow into the river. There he met some Nipissing huntsmen, and on June 29th, Pentecost Sunday, he erected an open-air altar, and said Mass for them. It was the first Mass celebrated anywhere in Canada west of Sault Ste. Marie.»

Nelligan, Francis J. «Catholic Missionary Labours on the Lake Superior Frontier, 1667-1751». *Ontario History*, 51 (1959) : 237-238.

Voir aussi du même auteur :

«The Visit of Father Allouez to Lake Nipigon in 1667» dans *The Canadian Catholic Historical Association. Report*. 1956. p. 41-52.

Au sujet des difficultés rencontrées par les sulpiciens lors de l'établissement de la mission Quinté, voir :

Maurault, Olivier. «Salignac de la Mothe-Fénelon, François de» dans *DBC*, vol. 1. p. 613.

Motifs de l'échec de l'établissement de Quinté.

«The Quinte mission had failed for varied reasons. It has to be remembered that it was directed from Paris through Montreal, and there were many clashes of opinion between Paris and Montreal on the one hand, and between Montreal and Quinte on the other. The site of the mission, according to Father Picquet, was beautiful, but the land was so poor that it was impossible to bring the Cayugas and the Senecas to settle on it and derive a living from it. No church or school was built on the selected spot.

«The Sulpicians, squeezed between the Jesuits to the west and the Récollets about ten leagues to the east, had ministered to small bands of Iroquois and Algonquins who were far less influential than the greater communities on the

Quant aux récollets, depuis que le fort Frontenac a été accordé à titre de seigneurie à Robert Cavelier de La Salle, ils y dispensent les services religieux aux soldats et civils français aussi bien qu'aux indigènes de la région. Dès 1676, deux d'entre eux, les Pères Louis Hennepin et Luc Buisset, y construisent une résidence. Peu après, une école y aurait été érigée. Au milieu du XVIII^e siècle, la communauté se voit confier la direction de la nouvelle paroisse du fort dédiée à saint François.

Ce sont aussi les récollets qui au début du XVIII^e siècle assument les fonctions curiales dans la paroisse Sainte-Anne-de-Détroit. Mais ils laissent aux jésuites le soin d'évangéliser les autochtones de la région. C'est précisément sur l'emplacement d'une de leurs missions que devait être érigée canoniquement, au début du Régime anglais, la première paroisse ontarienne, celle de l'Assomption de la Pointe de Montréal, devenue plus tard l'Assomption de Sandwich.

south shore of Lake Ontario. The missionaries could not expect the support of Frontenac, particularly after the bitter quarrel which M. de Fénelon had had with the Governor in 1674 after he had returned from the Quinte mission. They had to rely on their own resources to make the Indians adhere to the cause of France and of Christianity by giving presents which were not comparable in any way with those which were distributed by traders on the south shore. Quinte had been regarded by the French authorities as an outpost where pelts could be gathered and exchanged and where, at the same time, information could be obtained about the movements and feelings of the Five Nations. After the building of a fort at Cataraqui, that purpose lost much of its importance.»

Preston, Richard A. et Léopold Lamontagne. *Royal Fort Frontenac*. Coll. «Ontario Series» n° 2, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1958. p. 15-16. On trouvera aux pages 403 à 407 de cet ouvrage les textes de quelques documents relatifs à la construction du fort La Galette.

Au sujet de l'école du fort Frontenac dont on ne saurait affirmer l'existence avec certitude avant de nouvelles recherches, on pourra consulter :

Godbout, Arthur. *L'origine des écoles françaises dans l'Ontario*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972. 183 p.

On trouvera le texte complet du *Registre des Baptesmes, mariages et sépultures de la paroisse de St. François, fort Royal; De Frontenac, Commencé le 10^e 9bre 1747* dans : Maurault Olivier. «Kingston à la fin du régime français» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport 1938-1939*. p. 11-23.

En somme, dans ce vaste croissant qui, depuis la Pointe de Montréal (aujourd'hui Windsor) en passant par la vallée de l'Outaouais et le versant occidental du bassin de la baie d'Hudson, rejoint les terres sises au nord du lac Supérieur, l'Église est présente sur tous les fronts. Au nord, ses missionnaires tentent, tant bien que mal, depuis la base de Michillimakinac, de porter la «Parole» aux tribus nomades et d'administrer les sacrements aux trafiquants de fourrures et explora-

teurs de passage. Au sud, où les populations françaises et autochtones sont comparativement plus concentrées, récollets, jésuites et sulpiciens font oeuvre d'évangélisation auprès des Amérindiens et desservent les militaires et colons des postes français.

Champ d'apostolat des jésuites dans la région de Détroit au XVIII^e siècle.

«Le P. Armand de la Richardie, jésuite, était missionnaire des Hurons à Détroit depuis 1728. Ces Hurons venaient de Michillimackinac, de Sandusky, et ils étaient nombreux. Leur village était situé à l'est de notre grande avenue Woodward, près de l'avenue Munroe.

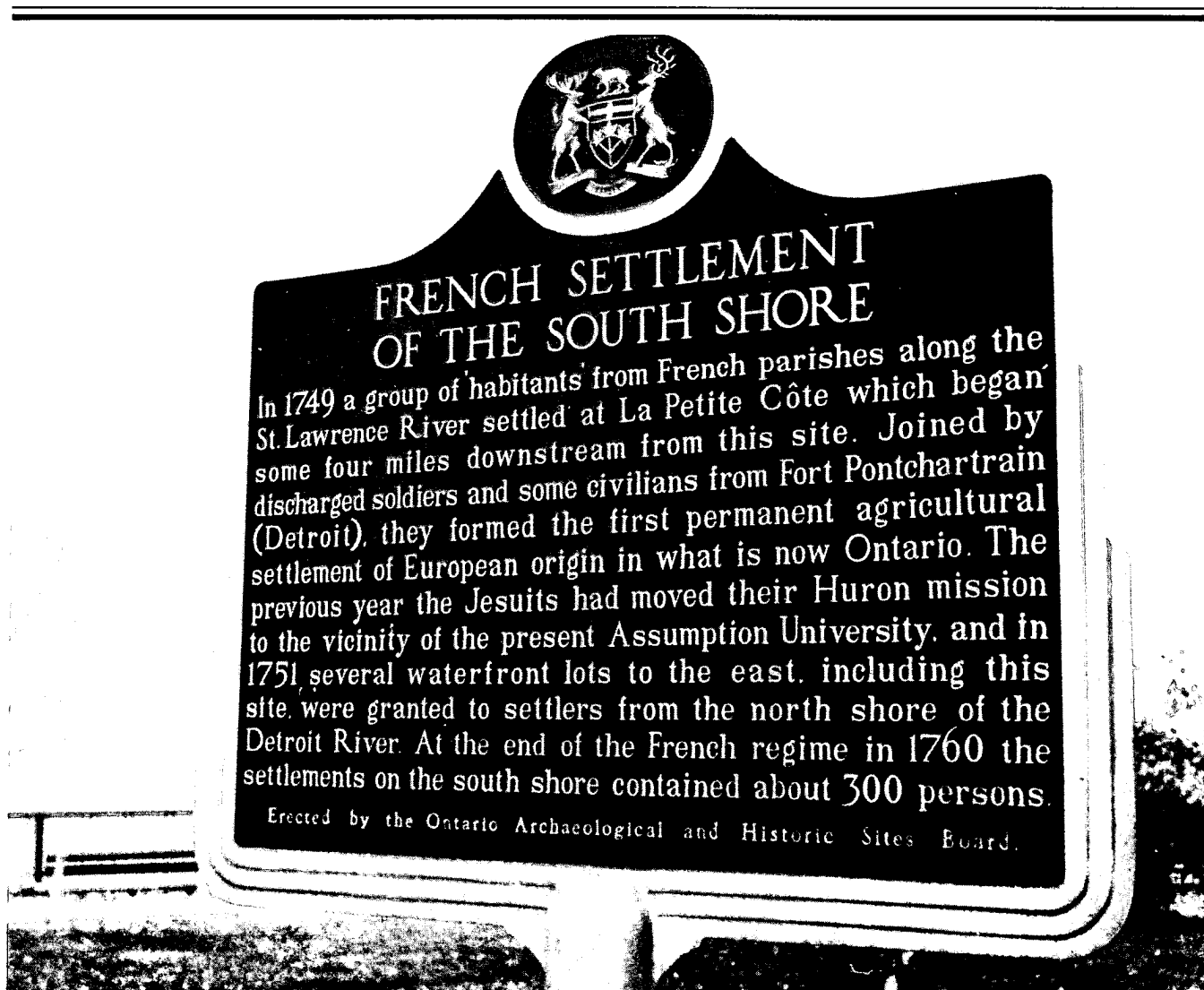
«En 1721, le P. de Charlevoix, s.j., célèbre auteur de l'*Histoire et description de la Nouvelle-France*, passait au Détroit, en voyage d'étude. Jugeant que les Hurons n'y devaient pas rester sans missionnaire, il fit une recommandation à cet effet au supérieur des Jésuites à Québec. D'où la venue du P. de la Richardie. Le missionnaire s'établit aussitôt parmi ses ouailles rouges. En 1733, il avait réussi à bâtir une résidence, une chapelle et une salle commune. En 1738, la chicane s'éleva entre Hurons et Outaouais, et le Père crut bon de soustraire ses enfants sauvages aux tracasseries d'une tribu si guerrière. Il les transporta d'abord sur la Grosse Ile, à l'entrée du lac Erié, puis en 1742 sur l'île du Bois-Blanc (Bob-Lo) et de là, en 1748, à Sandwich, où il établit une mission qu'il nomma l'*Assomption de la Pointe de Montréal* de Détroit. Les Français aussi la fréquentaient. La liste de ceux qui y faisaient leurs pâques a été conservée.»

Chauvin, F.X. «Les Canadiens Français d'Essex et de Kent». *Relations*, 12 (décembre 1946) : 365.

On trouvera d'autres détails intéressants sur les origines de la paroisse de l'Assomption dans :

Godbout, Arthur. «La première paroisse de l'Ontario; l'Assomption de Sandwich» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*. 1950-1951. p. 39-52.

Paré, George. «Pierre Potier, s.j.» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*. 1951. p. 47-58.



Plaque historique rappelant l'établissement de pionniers français dans la région de Windsor

Coll. Rosaire Cloutier.

Population et peuplement

Au contraire de l'Acadie et de la vallée du Saint-Laurent, les Pays d'en haut, ou mieux, le territoire de l'actuelle province d'Ontario, n'ont fait l'objet au cours du Régime français d'aucune politique systématique de peuplement. À Paris, tout comme à Québec, on craint plutôt que la colonisation des terres sises au delà de l'Outaouais ne provoque une hémorragie démographique dans la vallée laurentienne et n'en compromette le développement déjà mal assuré.

La création tout au cours des XVII^e et XVIII^e siècles de lignes d'avant-postes en bordure des Grands Lacs et dans le Haut-Mississipi ne s'inscrit

donc pas dans une dynamique de croissance et de développement; elle tend essentiellement à garantir les intérêts militaires et commerciaux d'une colonie, de toute évidence, beaucoup trop vaste.

Dès lors, la population des Pays d'en haut composée essentiellement de militaires en garnison, de colons, d'hommes de métier affectés au service des postes de défense, de coureurs de bois, d'interprètes, de missionnaires et de voyageurs demeure réduite; elle se distingue aussi par sa grande mobilité.

Appréhensions de Denonville face à l'établissement de postes «extra-laurentiens».

«La grande difficulté pour le gouvernament des peuples vient de ce que lon a lessé trop etandre cette Colonie et que chasque abitan estant séparé et sans voisins se norit dans une independance sauvage outre limpossibilité ou un gouverneur general est de deffandre le Peis lors qu'il sera necessité de se tenir sur la deffansive. Je ne vois de remede à cela que de ressaier la colonie et de rasssembler les abitants formans de bons vilages fermés quelque difficulté qui s'y puisse rencontrer il y faut travailler si on ne veut s'exposer à perdre tout le peuple.

(. . .)

«Toutes les abitations séparées et avoisinées de bois infinis sont la foiblesse de ce peis. Si avec cela on veut continuer d'occuper des fors eloignes comme celui de Catarocuy ou fort de Frontenac ce sera encor affoiblir le peis et augmenter la depance qui ne nous peut estre d'aucune utilité. quelque chose que l'on puisse dire de contraire, car ces postes ne peuvent nuire aux sauvages ennemis mais bien a nous par les difficultés d'y aler et par la depance pour les soutenir.

«Il n'y a rien de plus certain que c'est un grand mal que d'avoir permis que par le passé on eye occupé des postes si esloignés que ceus que l'on a occupés qui sont hors de portée de la Colonie que l'on ne les peut soutenir : (. . .)».

Extrait du «Mémoire concernant le Canada – pour monseigneur le Marquis de Seignelay. Fait en janvier 1690.» dans *Un marquis du grand siècle. Jacques-René Brisay de Denonville, Gouverneur de la Nouvelle-France, 1637-1701*, de Thérès-Prince Falmagne. Montréal, Leméac, 1965. p. 324-325.

Bien peu de colons prennent racine en sol ontarien dans le but de s'adonner à la mise en valeur des terres. À la fin du Régime français, on en dénombre quelques centaines essentiellement concentrés autour des forts Détroit et Frontenac. Plusieurs d'entre eux viennent de vieilles paroisses de la vallée du Saint-Laurent comme ce Jean Drouillard, né à Saint-François de l'île d'Orléans le 14 février 1707, marié à Lachine le 5 février 1731 et décédé à Détroit avant 1756. Ou encore Joseph Mercier, fils d'Antoine Mercier et de Claudine Millet, de Saint-Augustin de Québec, qui épouse le 17 janvier 1752, au fort Frontenac, Marie-Joseph Levron. D'autres sont

nés en France, comme ce François Billard, originaire de Saint-Germain dans le diocèse de Chartres, qui le 6 avril 1750, prend pour épouse Marianne Grandbois du fort Frontenac.

Malgré leur petit nombre, ils sont au même titre que les missionnaires, militaires et voyageurs, des agents de l'expansion française au nord de l'Amérique. Après la conquête anglaise, ils comptent d'ailleurs parmi ceux qui restent, témoins vivants d'un siècle et demi de présence française dans cet arrière-pays de la vallée du Saint-Laurent, dans ce vaste territoire qu'est aujourd'hui devenu l'Ontario.

Population comparée de la Nouvelle-France, de l'Acadie et des Pays d'en haut (territoires de l'Ouest, Grands Lacs et Illinois)

Année	Nouvelle-France	Acadie	Pays d'en haut	Total
1604	-	79	-	79
1628	76	20	-	96
1632	30	12	-	42
1633	230	340	-	570
1666	3245	470	-	3715
1686	12373	1055	850	14278
1700	14300	1310	1000	16610
1720	24434	3950	1600	29984
1740	43500	13050	4000	60050
1755	56000	19300	6000	81300
1763	66000	11000	7000	84000

Biraben, J.M. «Le peuplement du Canada français» dans *Annales de démographie historique*. 1966. Paris, Sirey, 1967. p. 124.

Chapitre II

Le Sud : développement et enracinements français

Nouveau drapeau et nouveaux arrivants : les Loyalistes

Après la cession des colonies françaises d'Amérique à l'Angleterre (1763), les Pays d'en haut restent surtout peuplés d'Amérindiens. Un nouveau drapeau flotte sur les divers forts militaires et postes de traite; des garnisons britanniques remplacent peu à peu les militaires français. Voyageurs et trafiquants, francophones et anglophones, continuent de sillonner le territoire pour en retirer les fourrures, quoique les autorités britanniques, voulant y limiter la présence des

Blancs, le retranchent momentanément de l'empire commercial du Saint-Laurent. Par l'Acte de Québec (1774), les vastes Pays d'en haut sont de nouveau rattachés à la province de Québec, mais ne sont pas pour autant ouverts au peuplement. Cependant, les quelques colons installés vers la fin du Régime français autour des postes, en particulier à la Pointe de Montréal (Windsor) en face du fort Détroit, restent sur place et mettent en valeur les terres avoisinantes.

Pour des renseignements sur cette période, voir :

Brunet, Michel. *Les Canadiens et les débuts de la domination britannique, 1760-1791*. Coll. «Brochure historique» n° 13. Ottawa, Société historique du Canada, 1966. 20 p.

Ouellet, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal et Paris, Fides, 1966.

Creighton, D.G. *The Empire of the St. Lawrence*. Toronto, Macmillan of Canada, 1956.

Après la guerre de l'Indépendance américaine (1776-83), des Loyalistes quittent les États-Unis pour venir s'installer dans les colonies restées fidèles à la couronne britannique. À ces débuts de colonisation correspond une politique d'appropriation des terres amérindiennes par des traités et par la constitution de réserves.

Les Loyalistes de l'Ontario réclament bientôt une province séparée du Québec et dotée des institutions politiques, judiciaires et religieuses de tradition britannique. L'Acte constitutionnel de

1791 divise la province de Québec en Bas-Canada et Haut-Canada qui correspondent à peu près au Québec et à l'Ontario actuels, sauf en ce qui concerne leur partie septentrionale. Ces frontières du nord ne sont fixées qu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.

Sur les territoires cédés aux Blancs, on pourra consulter :

Canada. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. *Indians of Ontario (an Historical Revision)*. Ottawa, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1966. 40 p.

Morris, J.L. *Indians of Ontario*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1943. 75 p.

Surtees, R.J. «The Development of an Indian Reserve Policy in Canada». *Ontario History*, LXI (juin 1969) : 87-98.

La colonisation de l'Ontario se fait selon le système de tenure en franc et commun soccage (*freehold*) et suivant le modèle du *township*. Sauf pour le cas mal défini de la cession du fort Frontenac au sieur de La Salle en 1675, une seule seigneurie a existé en Ontario, soit celle de L'Orignal, cédée à François Prévost en 1674. Passée aux mains de la famille Le Moyne de Longueuil, elle n'est pas exploitée lorsqu'elle est vendue à N.H. Treadwell en 1796; elle devient plus tard le *township* ou canton de Longueuil.

Par opposition au régime seigneurial, en vigueur dans la vallée du Saint-Laurent, la tenure en franc et commun soccage se caractérise par la possession d'un terrain libre de redevances, lods et ventes, loyers ou autres liens. Modifié selon les accidents de terrain et les diverses périodes de colonisation, le *township* est généralement de forme rectangulaire (neuf milles de front sur douze de profondeur) ou carrée (dix sur dix milles).

Sur les systèmes de tenure des terres, on peut consulter :

Trudel, Marcel. *Le régime seigneurial*. Coll. «Brochure historique» n° 13, Ottawa, Société historique du Canada, 1956. 24 p.

Gates, Lillian F. *Land Policies of Upper Canada*. Coll. «Canadian Studies in History and Government» n° 9, Toronto, University of Toronto Press, 1968. 378 p.

Gentilcore, Louis. «Lines on the Land. Crown Surveys and Settlement in Upper Canada». *Ontario History*, LXI (juin 1969) : 58-78.

Riddell, R.G. «The Policy of Creating Land Reserves in Canada» dans *Essays in Canadian History*. de R. Fienley, dir. Toronto, Macmillan of Canada, 1939. p. 296-317.

On trouvera une bonne description de la politique gouvernementale de disposition des terres dans :

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. Voir les chapitres 2, 4 à 7 et 15.

Sur l'histoire générale de l'Ontario, on lira :

Craig, G.M. *Upper Canada. The Formative Years 1784-1841*. London et New York, McClelland and Stewart, 1963. 315 p.

Cornell, P.G., J. Hamelin, F. Ouellet et M. Trudel. *Canada. Unité et diversité*. Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 1968. Chapitres 17, 18, 32 et 33.

Hall, Roger et Gordon Dodds. *A Picture History of Ontario*. Edmonton, Hurtig Publishers, 1978. 224 p.

Schull, Joseph. *Ontario since 1867*. Coll. «Ontario Historical Series», Toronto, McClelland and Stewart, 1978. 400 p.

«Routes de concession» et voies transversales lui donnent l'apparence d'un quadrillé. Les lots sont de deux cents acres ou moins, selon la période où le *township* est ouvert à la colonisation. L'emplacement d'un village par *township* est prévu et un certain nombre de terrains sont réservés pour des fins publiques.

Tout au long du développement de l'Ontario, des Canadiens français viennent s'établir sur les terres, travailler dans les forêts, les mines et

les industries, de même que dans le secteur des services. Là où ils sont en nombre suffisant, ils se créent leurs propres cadres de vie sociale, économique, politique, culturelle et religieuse : paroisses, écoles, coopératives, instruments de pression politique. Il n'est guère de coin de la province où la présence francophone ne se soit manifestée.

Les divers articles réunis dans l'ouvrage suivant s'avéreront très utiles :

Firth, E.G., dir. *Profiles of a Province*. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. 233 p. Voir entre autres l'article de H.A. Innis, «*An Introduction to the Economic History of Ontario from Outpost to Empire*». p. 145-155.

Pour un bref aperçu général de la colonisation, on lira :

Gentilcore, L. «Settlement» dans *Ontario*. Coll. «Studies in Canadian Geography». Toronto, University of Toronto Press, 1972. p. 23-44. Ce petit livre donne aussi un bon aperçu de l'environnement, de l'économie, de la croissance urbaine et de la structure politique.

Les détails suivants donnent un aperçu de la présence francophone en Ontario au XIX^e siècle et au début du XX^e.

«Ce fut également le début d'une forte croissance démographique, car de 26 417/949 902 qu'ils étaient en 1851, les Franco-Ontariens passèrent à 33 287/1 382 425 en 1861, à 75 383/1 620 851 en 1871 et à 102 743/1 926 922 en 1881. C'est dire que de 2.7% de la population provinciale en 1851, les francophones passèrent à 5.3% en 1881.

«Si la proportion de francophones chez les Ontariens avait doublé entre 1850 et 1880, elle allait continuer à augmenter rapidement entre 1881 et 1910, année où ils auront atteint 8.0% de la population.»

Choquette, Robert. «L'histoire des Franco-Ontariens, Bilan de la recherche» dans *Situation de la recherche sur la vie française en Ontario*. Montréal et Ottawa, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) et Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 1975. p. 68-69.

Le Sud et les isolats francophones

Développement général

Se présentant *grosso modo* sous la forme d'un triangle, la pointe sud de l'Ontario s'étend d'est depuis la frontière orientale du comté de Lennox-Addington jusqu'aux limites occidentales du comté d'Essex; bornée au nord-nord-ouest par le lac Huron et la baie Georgienne, elle touche en sa partie sud les rives des lacs Ontario et Érié. Berceau de l'Ontario, elle plonge ses racines historiques au-delà de la cession à l'Angleterre du bassin des lacs et son histoire se confond pendant longtemps avec celle du développement de la province tout entière.

Il nous semble donc opportun, avant d'aborder la question de la présence francophone dans cette région, aujourd'hui la plus densément peuplée de l'Ontario, d'en rappeler les grandes étapes du peuplement et d'en signaler les principaux axes de développement.

Peuplement et occupation du territoire

En quittant l'arrière-ligne de défense des Grands Lacs, les représentants officiels de la France laissent derrière eux un pays en majeure partie désert, recouvert de forêts et inexploité. Préoccupé par l'organisation militaire et administrative du nouveau territoire confié à sa garde, le gouvernement colonial britannique met vingt ans

avant de s'intéresser au développement des rives nord des lacs Ontario et Érié. Il y est amené, beaucoup plus qu'il ne prend l'initiative de l'action, lors de la guerre de l'Indépendance américaine, alors que bon nombre de sympathisants à la cause impériale tentent de trouver refuge sur les territoires de l'Empire. En 1784, six mille d'entre eux sont installés sur des terres concédées gratuitement par le gouvernement aux limites est – nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement – et sud de l'Ontario actuel, notamment dans l'arrière-pays du fort Niagara et en face de Détroit.

Par la suite, d'autres Loyalistes américains, qualifiés de «*late Loyalists*» affluent dans la province nouvellement créée du Haut-Canada.

Venus d'horizons culturels et religieux fort variés, et recherchant des conditions favorables au maintien, voire à l'épanouissement de leurs valeurs spirituelles et ethniques, ils s'enfoncent dans les forêts du «*Old Ontario*» et y repoussent les frontières de l'oecumène. Parmi eux, on trouve des Quakers anglophones et Mennonites germanophones qui dès les années 1780 commencent à mettre en valeur les terres des *townships* situées à l'ouest du Niagara. Plus tard, d'autres Quakers, Mennonites, Moraves ou Méthodistes s'avancent jusqu'à la baie de Quinté, dans l'arrière-pays de York ou dans les environs des comtés de Waterloo, London ou Essex. En général, peu appréciés des Loyalistes de la première heure, bon nombre d'entre eux partent

Les auteurs d'ouvrages généraux sur l'histoire ontarienne réservent généralement une place importante au peuplement et à la colonisation de la pointe sud. On trouvera des informations pertinentes dans :

Craig, Gerald M. *Upper Canada. The Formative Years, 1714-1841*. Coll. «The Canadian Centenary», Toronto, McClelland and Stewart, 1963. 315 p.

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. p. 14-28; 82-100.

Casselman, A.C. «Pioneer Settlements» dans Adam Shortt et Arthur G. Doughty, *Canada and its Provinces*. Vol. XVII. Toronto, The Edinburgh University Press for the Publishers Association of Canada Ltd. 1914. p. 13-102.

Cowan, Helen I. *British Emigration to British North America. The First Hundred Years*. Édition revue et corrigée. Toronto, University of Toronto Press, 1967. 321 p.

Cowan, Helen I. *British Immigration before Confederation*. Coll. «the Canadian Historical Association Booklets» n° 22, Ottawa, Canadian Historical Association, 1968. 24 p.

Talman, J.J. «The United Empire Loyalists» dans *Profiles of a Province. Studies in the history of Ontario*, d'Edith G. Firth, dir. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 3-8.

On consultera aussi des travaux plus spécifiques, tel celui de :

Longman, R.C. *Patterns of Settlement in Southern Ontario. Three Studies*. Coll. «Curriculum Resource Books», Toronto, McClelland and Stewart, 1971. 141 p.

Très tôt, cependant, la politique gouvernementale d'octroi des terres se révèle un obstacle au développement efficace du territoire. La propension des autorités à distribuer et à déterminer les dimensions des concessions en fonction de la qualité ou de la position socio-professionnelle des candidats suscite très vite du mécontentement chez les requérants jugés moins méritants. De plus les législations visant à réserver 2/7 des terres de chaque *township* au clergé et à la Couronne empêchent la construction d'un réseau routier adéquat, et partant, gênent la

croissance des régions neuves. Le problème se pose avec d'autant plus d'acuité qu'à partir de 1830 les contingents de colons britanniques affluent massivement vers le Haut-Canada. La question reste au centre des débats politiques jusqu'à ce qu'au milieu du XIX^e siècle le gouvernement, après plusieurs mises à l'essai de solutions partielles, en arrive à abolir le système des réserves et à élaborer de nouveaux programmes de concession de terres.

Sur cette question complexe de la politique de distribution des terres au Haut-Canada, les ouvrages les plus complets demeurent ceux de :

Gates, Lillian F. *Land Policies of Upper Canada*. Coll. «Canadian Studies in History and Government» n° 9, Toronto, University of Toronto Press, 1968. 378 p.

Wilson, Alan. *The Clergy Reserves of Upper Canada. A Canadian Mortmain*. Coll. «Canadian Studies in History and Government» n° 8, Toronto, University of Toronto Press, 1968. 280 p.

_____. *The Clergy Reserves of Upper Canada*. Coll. «The Canadian Historical Association Booklets» n° 23, Ottawa, Canadian Historical Association, 1969, 24 p.

Le problème occupe aussi une place importante dans les travaux généraux d'histoire ontarienne. Parmi beaucoup d'autres, voir l'ouvrage de :

Dunham, Aileen. *Political Unrest in Upper Canada 1815-1836*. Col. «the Charleton Library» n° 10, 2^e éd., Toronto, McClelland and Stewart, 1965. 204 p.

Agriculture

Bien drainées et bénéficiant d'un climat relativement doux, les terres basses et riches du sud de l'Ontario se prêtent particulièrement bien à l'exploitation agricole. La réputation dont jouissent de nos jours les productions maraîchères de Niagara et d'Essex en fait éloquemment la preuve.

Fondement pendant au delà d'un siècle et demi de l'économie de la région, l'agriculture du sud de l'Ontario connaît des débuts lents et répond à une demande plutôt limitée. Les colons français

et les premiers Loyalistes qui s'installent le long des Grands Lacs s'adonnent à la culture extensive, tirant des terres nouvellement défrichées les céréales, fruits et légumes dont ils ont besoin et vendant à l'occasion quelques surplus aux garnisons et aux voyageurs. Au début du XIX^e siècle, les producteurs du Haut-Canada accusent des surplus et sont déjà en mesure d'exporter du blé et de la farine vers les marchés extérieurs. La chute de production céréalière dans la vallée du Saint-Laurent et les difficultés qu'éprouve l'Angleterre à s'approvisionner sur les marchés

Les études gouvernementales relatives au secteur agricole sont légion. Elles contiennent dans la plupart des cas des tableaux graphiques ou cartes qui permettent au lecteur d'acquérir une connaissance précise de la situation actuelle de l'agriculture dans toutes les régions ontariennes. On pourra dans un premier temps lire le survol de :

Reeds, L.G. «The Environment» dans *Ontario* de Louis Gentilcore, dir. Coll. «Studies in Canadian Geography/Études sur la géographie du Canada», Toronto, University of Toronto Press, 1972. p. 1-22.



Pointe-aux-Roches, comté d'Essex

européens favorisent jusqu'en 1846, date du rappel des taux préférentiels britanniques (*Corn Laws*), les fermiers de la région des Grands Lacs. Puis au milieu du siècle, l'amélioration des conditions de transport et l'adoption du traité de réciprocité (1854) leur ouvrent toutes grandes les portes du vaste marché américain. Jusqu'au milieu des années 1860, les exportations de céréales, produits laitiers et bétail atteignent des sommets. Mais la fin des ententes canado-américaines de réciprocité, le règlement de la guerre de Sécession et l'ouverture des terres agricoles de l'Ouest américain forcent bientôt les agriculteurs à réorienter leurs productions et à se trouver de nouveaux marchés. Dès lors s'affirment vers 1870-1880 les éléments qui

composent encore aujourd'hui la structure de l'économie agricole sud-ontarienne; cultures maraîchères dans la péninsule du Niagara et dans les comtés de Kent et Essex, production de tabac au nord du lac Érié et fermes laitières dans la région périphérique de London. Au XX^e siècle, la croissance industrielle et le développement corollaire des zones urbaines, notamment le long de la rive ouest du lac Ontario, offrent à ces agriculteurs de riches possibilités de marchés. Mais en contrepartie ces deux phénomènes ne sont pas sans entraîner un rétrécissement des territoires agricoles.

L'ouvrage le plus complet sur l'activité agricole en Ontario demeure encore celui de :

Jones, R.L. *History of Agriculture in Ontario, 1613-1880*. Toronto, University of Toronto Press, 1946. 420 p.

Parmi les articles traitant d'aspects particuliers de la question, on pourra lire :

Cartwright, D.G. «Changes in the Distribution of Cheese Factories in Southwestern Ontario». *The Canadian Geographer/Le Géographe Canadien*, X (1966) : 225-233.

Watson, J.W. «Rural Depopulation in Southwestern Ontario» *Annals of the Association of American Geographers*, XXXVII (1947) : 145-154.

The Province of Ontario. Canada. Situations and Size, Climate, Products, Resources, Progress and Advantages. Toronto. Imprimeur du Roi, 1909. p. 1-42.

Industrie forestière

Il faut attendre les années 1830 avant que le commerce extérieur du bois ne présente quelque intérêt pour les colons de la partie méridionale du Haut-Canada. Jusque-là préoccupés par le défrichement et l'exploitation agricole de leurs lopins de terre, ils utilisent le bois dans la construction de leurs habitations et de leurs bâtiments ou installations de ferme, ou bien le brûlent pour en fabriquer de la potasse. Dans certains cas, de telles pratiques s'avèrent

rapidement néfastes. Ainsi dans le comté de Norfolk, de belles forêts de pins sont détruites afin d'ouvrir à l'agriculture des terres sablonneuses et virtuellement peu productives. De toute façon à cette époque, hormis le marché local, au demeurant assez restreint en raison des difficultés de communication, la demande extérieure est à toutes fins utiles inexistante.

Raisons de la faible croissance de l'industrie forestière du sud de l'Ontario avant 1830.

«First, before the steamboat and the railway the cost of moving timber across Lake Ontario and down the St. Lawrence rapids was prohibitive. Second, the area was dominated by the process of settlement. The settlers were not interested in preserving stands of timber which could not be used in the foreseeable future and which were interfering with land speculation and actual settlement. The only important export that the early settlers derived from their forests was potash, a commodity derived from burning the trees. Third, the men appointed as deputy surveyors of woods counted the position amongst the least important of their many offices. The few records they have left are more concerned with releasing certain townships from any Crown claim than with trying to establish the policy outlined in the Governor's instructions. Fourth, as long as adequate supplies of timber still existed elsewhere in British North America it was easy enough for the administrators of Upper Canada to neglect their instructions.»

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests & Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. p. 30.

À partir de 1835, l'ouverture du marché américain et l'amélioration du réseau de communication – routes, canaux et plus tard, chemins de fer – favorisent le développement de plusieurs centres commerciaux le long des lacs Ontario et Érié. La coupe et le commerce du bois, particulièrement du bois de sciage, connaissent alors une importante période de croissance. Bûcherons, draveurs et autres travailleurs de chantiers s'enfoncent dans les forêts du bassin de la Trent et de ses tributaires, dans les régions boisées du nord du lac Érié et s'avancent jusqu'à la péninsule de Bruce.

En général, dans le sud de l'Ontario, l'exploitation forestière reste liée à l'ouverture des terres agricoles, contrairement à ce qui se passe dans la vallée de l'Outaouais. Les réserves s'épuisent donc vite sauf dans la région de Peterborough où l'industrie du bois se maintient encore au début de XX^e siècle. La production y demeure cependant moins importante que dans les forêts des hautes vallées de l'Outaouais et de la Gatineau et de celles de la baie Georgienne.

Le commerce du bois dans le sud de l'Ontario après 1840.

«Railways pushed into all sections of Upper Canada, generally meeting with better success than the Bytown and Prescott. The Trent River district was tapped by the Peterborough and Cobourg Railway, which tied it to the lake schooner system shipping to Oswego and New York. In the pre-railway period, Peterborough had shipped three to four million feet of lumber a year by water and wagon. In 1854, this leaped to twenty million feet, by railway.

«The Midland, the Northern, the Buffalo and Lake Huron railways, all knitted Upper Canada into the American metropolitan pattern. From 1840, lake towing and schooner routes crisscrossed Lake Erie and Lake Ontario. Fed by railways, Kingsville, Port Dover, Oakville, Toronto, Whitby, Cobourg, Port Hope and Kingston, termini of the lake shipping routes, developed into busy trading centres. Oswego was receiving annually two million feet of Upper Canadian timber in 1840; a decade later this had soared to sixty million feet. Oakville is a typical example of the fantastic growth stimulated by the new means of communication, 550,501 feet being exported in 1840, and 4,518,500 feet in 1850. By 1853, no less than fifty-one ports in the Province of Canada were shipping at least one million feet of planks and boards each to the United States, with the unlikely centres of Burwell and Belleville leading the parade. The most dramatic correlation of railway and lumbering is that of Simcoe County. A minor producer of lumber in 1850, the area was first tapped in 1853 by the Northern Railway, which pushed through to Collingwood in 1855. By 1861, Simcoe was the leading county in Upper Canada in lumber production.»

Cross, Michael S. «The Lumber Community of Upper Canada, 1815-1867». *Ontario History*, LII (décembre 1960) : 213-234.

L'industrie forestière de l'Ontario méridional n'a pas fait l'objet d'une étude systématique. En plus des textes cités antérieurement, on trouvera quelques belles pages dans la monographie suivante :

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX, Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 38-43.

Industrie manufacturière

Les spécialistes de l'histoire économique situent généralement au tournant du XX^e siècle (1890-1920) l'émergence du Sud ontarien comme centre vital de l'économie industrielle canadienne. Toutefois on trouve trace d'activités manufacturières, c'est-à-dire d'opérations impliquant la transformation de matières premières, dès les origines de la province car à peine installés, les pionniers doivent pourvoir à leurs besoins vestimentaires et fabriquer les outils nécessaires au défrichement et à l'exploitation

des terres. Par ailleurs, durant la première moitié du XIX^e siècle, la croissance des secteurs agricole et forestier, l'ouverture des marchés extérieurs et l'expansion du peuplement entraînent la construction de nombreux moulins à farine, fabriques de bois de sciage et de produits textiles, distilleries, etc.; elles favorisent aussi le développement des chantiers maritimes et suscitent l'établissement de nombreux ateliers ou boutiques.

Sur les premières manifestations de l'activité industrielle en Ontario, voir :

Innis, Mary Quayle. «The Industrial Development of Ontario, 1783-1820». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, XXXII (1937) : 104-113.

Il faut cependant attendre le dernier tiers du XIX^e siècle avant que ne se manifeste véritablement le développement industriel du sud de l'Ontario. D'une part le nombre de petites manufactures de biens de consommation courante – chaussures, vêtements, cigares, etc. – s'accroît de façon considérable. D'autre part l'industrie lourde – fonderie, fabrique d'outillage, etc. – favorisée par la reprise des grands travaux de construction ferroviaire, par la mécanisation de plus en plus poussée des secteurs traditionnels de production, par la multiplication des sources d'énergie hydro-électrique et par la demande accrue de matériel militaire, accuse, surtout à compter du début du XX^e siècle, des progrès remarquables. Plus tard l'exploitation des mines

du Nouvel-Ontario, la Seconde Guerre mondiale, puis l'augmentation de la demande de biens durables donnent une nouvelle impulsion à ce secteur vital de l'économie ontarienne.

Dès l'origine, les producteurs manufacturiers et industriels ont tendance à se regrouper dans la région des lacs pour les possibilités qu'elle offre en matière de voies de communication intérieures et extérieures, de sources d'énergie – charbon américain puis électricité – et de marchés. Ainsi, entre 1871 et 1911, plus de 80% des opérations manufacturières de l'Ontario s'effectuent dans l'enclave sud. À la fin de la période, le fameux *Golden Horseshoe*, qui va de Toronto à Niagara, domine nettement avec 43,5% des activités liées à la transformation. Cette

En ce qui concerne les premières phases du développement manufacturier et industriel au sud de l'Ontario, on pourra se référer à :

Gilmour, J.M. *Spatial Evolution of Manufacturing : Southern Ontario, 1851 – 1891*. Toronto, University of Toronto Press. University of Toronto. Department of Geography, 1972. 214 p.

Walker, David F. et James H. Vates. *Industrial Development in Southern Ontario. Selected Essays*. Waterloo, The Department of Geography, University of Waterloo, 1974. 306 p.

Ray, D.M. «The Economy» dans *Ontario*, de Louis Gentilcore, dir. Toronto, University of Toronto Press, 1972. p. 45-63.

Parmi les nombreux articles traitant d'un aspect particulier du développement industriel, on pourra retenir ceux de :

Phelps, Edward. «Foundations of the Canadian Oil Industry, 1850-1866» dans *Profiles of a Province. Studies in the history of Ontario*, de E.-G. Firth. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 156-165.

Watson, J.W. «The Changing Industrial Pattern of the Niagara Peninsula». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, 34 (1945) : 49-58.

Voir aussi le film fixe de :

Careless, J.M.S. «Le développement urbain au Canada central jusqu'en 1850.» dans *Histoire du Canada en Images*, de l'Office national du film. Série I, n° 17.

prédominance du secteur centre-sud, qui ne cesse de s'affirmer au cours du XX^e siècle, n'est pas sans provoquer une augmentation considérable de la population et sans engendrer une expansion des régions urbaines sur la frange nord des lacs Érié et Ontario.

Transports et communications

Très tôt les carences du réseau de communication entravent le processus de développement économique du sud de la province. Des efforts sont d'abord tentés du côté du réseau routier afin de relier les divers centres de production de la région. Vers 1830 quelques grands axes convergent vers la capitale – dont les rues Dundas et Yonge et les chemins Danforth et Kingston – tandis que le chemin Talbot relie la zone

frontalière du Sud-Ouest au lac Ontario. Difficiles à entretenir et mal protégées contre les assauts du climat, ces routes sont souvent impraticables et ne répondent que fort partiellement aux nécessités du développement. Par ailleurs, jusqu'au milieu du siècle, les terres réservées à la Couronne et au clergé empêchent la province de se doter d'un réseau routier efficace. Par la suite, la croissance industrielle et commerciale du *Golden Horseshoe* amène les autorités provinciales à mettre au point une infrastructure routière qui permette de rapprocher les centres de production de l'arrière-pays aux zones de transformation et de distribution.

Sur les origines du réseau routier en Ontario, lire, entre autres :

Cross, Michael S. «The Stormy History of the York Roads, 1835-1865». *Ontario History*, LIV 1 (mars 1962) : 1-24.

Breithaupt, W.H. «Dundas Street and Other Early Upper Canada Roads». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, 21 (1924) : 5-10.

Breighardt, Andrew F. «The Origin and Development of the Road Network of the Niagara Peninsula, Ontario, 1770-1851». *Annals of the Association of American Geographers*, 59 (septembre 1969) : 417-440.

Au début du XIX^e siècle, l'utilisation du réseau hydrographique apparaît comme seule solution viable aux problèmes de communications intérieures et extérieures. D'autant plus qu'à compter de 1820 la construction du canal Érié – reliant les marchés de l'Ouest à New York via l'Hudson – menace sérieusement les intérêts des marchands montréalais et compromet l'avenir de l'axe du Saint-Laurent. Dès lors, plusieurs projets sont conçus en vue d'améliorer les conditions de navigation sur le Haut-Saint-Laurent et sur les Grands Lacs et d'atteindre l'intérieur des terres par voie d'eau. Ainsi en 1824, un jeune marchand de St. Catharines, William Hamilton Merritt, entreprend de construire un canal, depuis le lac Ontario jusqu'à la rivière Welland, qui permette d'accéder au lac Érié en

contournant les chutes Niagara. Les navires commencent à y circuler avant la fin des années 1820. Très tôt cependant, de nombreux problèmes techniques se posent et forcent les pouvoirs publics à intervenir financièrement, à élaborer de nouveaux tracés et à reconstruire le canal Welland. Vers la même époque, on entreprend aussi le creusage d'autres canaux dans la région de Burlington. En outre, on songe déjà à canaliser la voie de la Trent, mais le travail ne sera commencé que plus tard au cours du siècle. Enfin les travaux de canalisation du Haut-Saint-Laurent, en aval de Kingston, demeurent une des premières préoccupations des commerçants du Sud.

Pour un aperçu de l'histoire des communications dans cette région, on visionnera le film fixe suivant :

Tulchinsky, Gérald. «Évolution des moyens de transport dans la région du St-Laurent et des Grands Lacs, 1828-1860» dans *Histoire du Canada en Images*, de l'Office national du Film. Série I, n° 11.

À propos des divers travaux de canalisation dans le sud de l'Ontario, on pourra lire :

Craig, Gerald M. *Upper Canada. The Formative Years 1784-1841*. Coll. «The Canadian Centenary», Toronto, McClelland and Stewart, 1963. p. 149-160.

Guillet, Edwin C. *The Valley of the Trent*. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario. University of Toronto Press, 1957. p. 132-232.

Cruikshank, E.A. «The Inception of the Welland Canal». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, 22 (1925) : 60-88.

Mitchell, James. «Deep Waterways Movements. Their Origin and Progress in Ontario». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, XIX (1922) : 134-138.

Miller, Roscal R. «The Welland Canal Company and the Duke of Wellington». *Ontario History*, XLVI (1954) : 63-67.

Sur les nombreuses étapes de la construction et du réaménagement du canal Welland depuis 1829, voir :

Jackson, John N. *Welland and the Welland Canal. The Welland Canal By-Pass*. Belleville, Mika Publishing, 1975. p. 13-30.